

Commission: Conseil de l'UE sur la Jeunesse et le Travail

Problématique: Comment l'Union européenne peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en incitant à la fois la mobilité, l'innovation et l'inclusion sociale?

Auteur: Hongrie

La République d'Hongrie a pour président Tamás Sulyok depuis 2024; mais le premier ministre Viktor Orbán du parti conservateur FIDESZ est au pouvoir de manière ininterrompue depuis 2010 et actuellement dans son cinquième mandat. Ce gouvernement met en avant une politique de protection des intérêts nationaux tout en participant activement aux politiques européennes dès son adhésion à l'union en 2004.

La commission « Jeunesse et Travail » s'interroge sur la question suivante: «Comment l'Union européenne peut-elle faciliter l'intégration des jeunes sur le marché du travail, en incitant à la fois la mobilité, l'innovation et l'inclusion sociale?»

Cette problématique constitue un enjeu majeur pour l'ensemble des États membres, notamment depuis la crise financière de 2008, qui a fortement touché l'emploi des jeunes en Europe. Pour la Hongrie, les défis principaux concernent l'émigration des jeunes travailleurs, les inégalités régionales et l'adaptation aux transformations économiques.

Le premier enjeu est celui de la mobilité. En tant qu'État membre de l'Union européenne, la Hongrie bénéficie de la libre circulation des travailleurs mais cette liberté entraîne aussi le phénomène de « fuite des cerveaux » où les jeunes diplômés émigrent vers des pays offrant des salaires plus élevés, comme l'Allemagne ou l'Autriche, ce qui affaiblit certains secteurs stratégiques nationaux tel que la santé et l'ingénierie.

Le second enjeu concerne l'innovation. La transformation numérique et la transition écologique imposent une adaptation rapide des systèmes éducatifs et des formations professionnelles. Même si la Hongrie a développé des pôles industriels performants dans l'automobile et la technologie, l'appariement entre formation et emploi reste un défi, en particulier dans les zones rurales.

Enfin, l'inclusion sociale représente un enjeu à surmonter. Certains jeunes issus de milieux défavorisés rencontrent davantage de difficultés d'accès à l'emploi. Garantir l'égalité des chances est donc indispensable pour renforcer la cohésion nationale.

La Hongrie soutient le principe d'une coopération européenne renforcée en matière d'emploi des jeunes, mais insiste sur le respect du principe de subsidiarité. Les politiques de l'emploi doivent rester principalement de compétence nationale, car chaque État membre possède des réalités économiques et sociales différentes.

Le pays a soutenu plusieurs initiatives européennes visant à réduire le chômage des jeunes, notamment la mise en place de la Garantie européenne pour la jeunesse dans le cadre du Fonds social européen. Elle participe également activement aux programmes de mobilité tels que Erasmus+, qui favorisent l'acquisition de compétences et l'ouverture internationale.

De même, la Hongrie a ratifié les principaux actes juridiques européens relatifs à la politique de cohésion et à l'emploi des jeunes, tout en restant prudente face à une harmonisation sociale excessive. Elle considère que la diversité économique des États membres doit être préservée afin de garantir une concurrence équilibrée.

En conclusion, la Hongrie reconnaît l'importance d'une action européenne coordonnée pour améliorer l'intégration des jeunes sur le marché du travail, particulièrement depuis les

crises économiques et sociales qui ont marqué l'Union européenne depuis 2008. Elle soutient les initiatives favorisant la formation, l'innovation et l'entrepreneuriat, tout en défendant fermement le respect des compétences nationales.

La position hongroise peut être qualifiée d'euro-réaliste : favorable à une coopération pragmatique au sein de l'Union européenne, mais opposée à toute centralisation excessive des politiques sociales. Ainsi, la Hongrie adopte une orientation plutôt eurosceptique sur le plan institutionnel, tout en restant engagée dans les projets européens contribuant concrètement à l'emploi et à l'avenir de sa jeunesse.